

# agir **E**nsemble à Villejuif

Les élus communistes, partenaires et citoyens

mars 2012

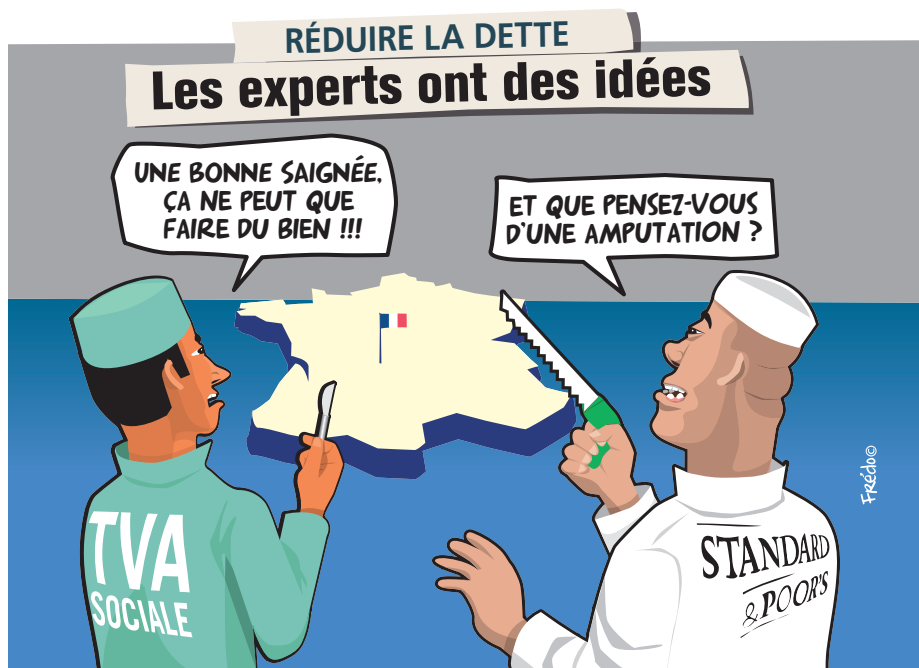
## Dire NON à l'austérité redonner de l'espoir à gauche !

Comme le pouvoir d'achat des salariés, comme les écoles, les hôpitaux et l'ensemble des services de l'État, le service public local est visé par les mesures d'austérité du gouvernement.



Cette année, les mesures budgétaires prises par le gouvernement vont coûter plus d'un million d'euros à Villejuif. Alors qu'elle est la ville du Val-de-Marne dont la population augmente le plus vite, que ses besoins ne font que croître, ses ressources financières, déjà mises en péril par la suppression de la taxe professionnelle et le gel des dotations d'État, sont à nouveau attaquées. Pour quelles raisons ? Toujours le même prétexte : il faut dépenser moins pour réduire l'endettement public, quitte à renoncer à l'essentiel.

Ces plans d'austérité qui se succèdent dans toute l'Europe avec des conséquences dramatiques pour les peuples, ne règlent pas pour autant le problème de la dette. Au contraire, en appauvrissant les classes moyennes et populaires et en bloquant les investissements publics, ces plans ont pour effet de réduire l'activité économique et les rentrées fiscales, ce qui rend encore plus difficile le remboursement de la dette. Il y a urgence à sortir de cet engrenage infernal.



Ces plans ont un point commun : le refus de faire payer le capital car le but est de sauver un capitalisme défaillant par une fuite en avant. Il s'agit de faire payer les contribuables, de démanteler toujours plus les services publics et les dispositifs de redistribution des richesses. Ce processus n'a pourtant rien d'inéluctable comme on voudrait nous le faire croire. **Il existe des alternatives à condition de changer de politique et d'oser s'attaquer aux logiques du capitalisme financier.**

Ces alternatives, elles sont portées par le Front de Gauche. A Villejuif, un collectif du Front de Gauche s'est constitué autour du programme et des candidats du Front de Gauche à la présidentielle et aux législatives. **Jean-Luc Mélenchon, et, dans notre circonscription, Gilles Delbos et Carine Delahaie, proposent de rompre avec les politiques libérales**

**et autoritaires qui font tellement de mal à notre pays et de mener une autre politique, plus égalitaire et plus solidaire.** En tant qu'élus communistes, Partenaires et Citoyens, nous nous reconnaissons dans le projet qu'ils défendent et dans la démarche qu'ils incarnent, celle d'un rassemblement large au service du progrès. Nous les soutenons et appelons les Villejuifois à voter pour eux.

Si vous pensez comme nous qu'il existe des alternatives, qu'il est temps de mettre l'humain plutôt que la finance au centre de la politique, que cinq ans de Sarkozy et dix ans de droite, ça suffit, rejoignez-nous !

**Sandra Da Silva-Pereira**  
Présidente du groupe communiste,  
partenaire et citoyen

Ne pas jeter sur la voie publique



# Halte aux discriminations !

L'une des formes les plus courantes de discriminations sont celles qui sont exercées à l'encontre des femmes : inégalités de salaires, manque de reconnaissance, mais aussi, trop souvent, violences physiques et morales intolérables. Dans notre seul département, on évalue à 36 000 le nombre de femmes qui en sont victimes. **Pour lutter contre ces violences et défendre les droits des femmes, des réseaux se sont constitués.** Composés de collectivités, d'associations et de professionnels de l'accompagnement social, ils permettent de donner plus de force à nos actions communes. Avec Villeneuve Saint-Georges et l'association Tremplin 94, nous avons par exemple choisi de nous engager dans le dispositif « un toit pour elle » pour faciliter l'accès au logement des femmes victimes de violences, et nous invitons toutes les collectivités du département à nous rejoindre pour mieux répondre au défi qui nous est lancé.

Les étrangers sans-papier et les Roms sont aussi victimes de discriminations. Ils subissent en permanence une violence d'Etat, conduite par un président et un gouvernement qui cherchent par



tous les moyens à ramasser les voix du Front National. **A la politique des quotas, nous opposons une politique humaine, responsable et solidaire.** Donner aux Roms de meilleures conditions d'hygiène, leur permettre d'accéder aux soins, de scolariser leurs enfants, soutenir les demandes de régularisation des sans-papier, c'est montrer à tous que la France ne se réduit pas aux discours xénophobes de Sarkozy et que notre pays peut être plus accueillant sans pour autant perdre son identité. De la même manière, il était indispensable dans une ville comme Villejuif, qui s'est construite grâce à l'apport toujours renouvelé d'immigrants, de dénoncer le crime d'Etat commis le 17 octobre 1961 à l'égard de travailleurs algériens

qui manifestaient pacifiquement. Un lieu consacré à la mémoire de cet événement fera désormais partie de notre ville.

**Se battre pour les femmes, pour les étrangers, ou pour défendre la mémoire des victimes innocentes du 17 octobre 1961, c'est toujours se heurter à un Etat qui n'assume pas ses responsabilités, qui préfère défaire les solidarités plutôt que de les renforcer** et à la tête duquel, on trouve un président qui a choisi par opportunisme de multiplier les bouc-émissaires. Lutter contre les discriminations, c'est d'abord refuser cette logique et essayer, concrètement, sur le terrain, de refaire ce que certains s'acharnent à défaire.

**Muriel Roger**

## S'engager sur le logement

700 000 personnes sans logement et près de 10 millions de personnes mal logées en France selon la fondation Abbé-Pierre et à Villejuif même, 2 500 demandeurs de logements sociaux. Un constat terrible qui montre l'inefficacité du marché et la nécessité d'une politique volontariste pour répondre à tous les besoins.

En tant qu'élus de Villejuif, nous avons choisi de nous engager. Nous prenons des arrêtés anti-expulsions,



nous accompagnons les familles en difficulté et nous les soutenons dans leur droit au logement. L'expulsion de Sonia, d'Henri et de leurs quatre enfants était inacceptable. Militants, élus, habitants du quartier, en nous mobilisant, nous avons obtenu qu'ils soient relogés.

Mais répondre à l'urgence ne suffit pas. Dans toute la métropole parisienne, l'offre de logements est très insuffisante, ce qui alimente la spéculation. **Il est impératif de construire plus et surtout plus de logements sociaux dans toutes les villes.**

Villejuif, ville pour tous, doit pouvoir offrir à chacun des logements à des prix accessibles. Dans le cadre du Plan d'Aménagement et de Développement Durable adopté cette année, nous nous sommes donc fixés comme objectif d'atteindre les 40% de logements sociaux, de faciliter l'accession sociale à la propriété,

de permettre à plus de villejuifois d'accéder à la propriété à des prix préférentiels.

Cet effort là devrait être mené à une toute autre échelle. Or le gouvernement baisse les subventions publiques et ponctionne les bailleurs sociaux, ce qui ne peut que décourager la construction de logements sociaux. Un projet de loi présenté par les députés communistes et du parti de gauche montre pourtant la voie à suivre. **Encadrer les loyers dans le privé, interdire les expulsions, renforcer la loi SRU** (au moins 30% de logements réellement sociaux dans les zones tendues), **lancer un plan massif de construction de logements sociaux, refondre la fiscalité immobilière** : des propositions concrètes du programme du Front de Gauche « l'humain d'abord », portées par les candidats du Front de Gauche, pour répondre à la crise du logement.

**Valérie Moncourtois**





## Défendre le droit à la santé

Avec ses trois hôpitaux et ses centres municipaux de santé, l'activité médicale occupe depuis longtemps une place très importante à Villejuif. Avec un projet comme Cancer Campus, dont la première réalisation, la pépinière d'entreprises Biopark, a été achevée il y a quelques mois, on entre aujourd'hui dans une nouvelle étape de cette histoire. Le but est d'associer de nombreux acteurs scientifiques et économiques spécialisés dans la recherche

sur le cancer autour de l'Institut Gustave Roussy. Cela aura des retombées scientifiques et économiques essentielles et va contribuer au développement de la ville.

Mais le fil rouge de cette histoire, c'est la volonté de permettre que chacun ait accès à la santé qui déjà, en 1932, conduisait Paul Vaillant-Couturier à créer le premier centre de santé municipal de Villejuif. Or, **aujourd'hui, on assiste à une vraie régression.** Avec les restructurations hospitalières, d'un



coté, et la prise en charge de moins en moins importante par la sécu des soins et des médicaments, de l'autre, on constate que de plus en plus de gens renoncent à se soigner même dans une ville aussi bien équipée que la notre. **Défendre le droit à la santé, c'est exiger la garantie d'un service public de qualité à la fois universel et de proximité !**

Il faut abroger la loi Bachelot qui enlève aux hôpitaux les moyens de fonctionner, soutenir davantage la médecine préventive et aller vers le remboursement à 100% de toutes les dépenses de santé couvertes par la Sécurité sociale. Ces avancées nous pouvons les financer sans avoir recours à la TVA dite « sociale », une mesure particulièrement injuste dirigée contre les classes moyennes et populaires, en revenant sur les exonérations de cotisations sociales dont les entreprises ont bénéficié.

**Monique Stanciu**

## Un budget 2012 de lutte et de résistance

Les années précédentes, nous avons voté deux budgets : le budget de la Ville et un budget de lutte et de résistance pour montrer à tous l'écart entre ce que la ville devrait recevoir si la droite n'avait pas supprimé volontairement une partie des ressources fiscales des collectivités et ce qu'elle reçoit effectivement. Pourquoi ne l'avoir pas fait cette année alors que Villejuif se voit encore privé de plus d'un million d'euros de recettes fiscales à cause des politiques d'austérité du gouvernement ? Sans doute parce que **le budget que nous avons voté est déjà un budget de lutte et de résistance.**

C'est un budget de résistance, d'abord, contre la tentative de la droite au pouvoir de faire porter par les seules familles le coût du service public local en imposant aux collectivités une réforme fiscale qui avantage les entreprises et surtout leurs actionnaires au détriment des ménages. Nous refusons de rentrer dans cette logique qui n'est rien d'autre qu'un mépris de la démocratie locale et du contribuable. **Nous avons donc décidé, malgré une réduction sans précédent de nos recettes, de ne pas accroître des impôts locaux qui pèsent déjà trop lourdement et injustement sur les familles !**

Un budget de résistance, ensuite, contre la stratégie de la droite qui consiste à réduire massivement les ressources nécessaires au bon fonctionnement des services publics pour démontrer leur inutilité et justifier leur privatisation. **Les mobilisations**



**récentes des parents d'élèves et professeurs des écoles contre les suppressions injustifiées de postes et de classes dans notre ville,** montre l'attachement des Villejuifois au service public et leur refus de le voir disparaître. En donnant plus de moyens au service public local, nous faisons la preuve qu'une autre politique est possible.

Un budget de lutte, enfin, parce que dans le contexte actuel, il réaffirme **l'exigence d'une gestion rigoureuse des deniers publics sans rien céder aux politiques d'austérité !** C'est avec les mâchoires serrées par l'étau financier qui nous étouffe que nous avons construit le budget 2012. Grâce à l'engagement de tous, nous pouvons desserrer cette même mâchoire **pour dire haut et fort notre colère de voir nos recettes amputées de plus d'un million d'euros.** Pour dire aussi, à la veille d'une échéance électorale cruciale pour notre pays, qu'une autre politique à l'égard des collectivités est possible qui leur donne les moyens de répondre aux attentes des habitants.

**C'est cela, selon nous, l'enjeu majeur et le sens profond du budget 2012 : créer les conditions d'une ville plus solidaire, d'une ville qui doit rester demain une ville populaire d'une ville pour tous.**

**Fayçal Arrouche**

### ÉCLAIRAGE

#### Les vraies causes du déficit public

**Ce que coûtent les exonérations fiscales ou sociales (chiffres 2009 en euros sauf mention contraire) :**

- régime des sociétés mères et filiales : 35 milliards
- régime d'intégration fiscale : 19,5 milliards
- niche « Copé » : 8 milliards
- défiscalisation des heures supplémentaires : 4,5 milliards
- TVA réduite sur la restauration : 3,5 milliards
- réforme de l'ISF : 1,8 milliard (évaluation pour 2011)
- exonérations de cotisations sociales : 42 milliards à rapporter au « trou de la sécu » qui est d'environ 20 milliards.

**Ce catalogue n'est pas exhaustif mais le manque à gagner pour l'Etat ou pour les organismes publics de l'ensemble de ces cadeaux fiscaux serait compris entre 100 et 120 milliards selon le député UMP Gilles Carrez.**





De D. à G. Gilles Delbos, candidat aux législatives à Villejuif, Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche à l'élection présidentielle, Claudine Cordillot, maire, Carine Delahaie, candidate aux législatives suppléante de Gilles Delbos.

## Des Assemblées Citoyennes pour mettre l'humain au cœur de la politique

Alors que les élections présidentielles et législatives se rapprochent, partout se constituent des assemblées citoyennes à l'appel du Front de Gauche. Les assemblées citoyennes sont des lieux de débats et de prises d'initiatives citoyennes. Elles ne sont limitées ni dans le temps, ni dans un lieu, ni même par une appartenance politique.

Elles sont un espace ouvert, de rencontre et de discussion où chacun et chacune doit trouver sa place.

Vous y ferez part de vos attentes, de vos envies, de vos analyses sur la situation politique. La finalité des assemblées citoyennes ne se trouve pas uniquement dans le constat. Des actions pourront être décidées en soutien aux luttes et résistances locales soulevées et débattues par les participants de l'assemblée.

C'est ici et là, dans vos lieux de vie, de

travail, mais aussi dans le café au coin d'une rue que peuvent surgir ces assemblées. Les assemblées citoyennes fonctionneront dès lors que l'implication populaire y sera grande. Alors n'attendez pas ! Investissez, créez, organisez, pensez les assemblées citoyennes.

« **L'humain d'abord** », c'est le titre du programme du Front de Gauche, c'est aussi et surtout ce que nous voulons mettre au centre de la bataille politique, plutôt que les profits financiers et les politiques d'austérité. C'est enfin des propositions fortes défendues par **Jean-Luc Mélenchon et les candidats du Front de Gauche à Villejuif : Gilles Delbos et Carine Delahaie.**

**À Villejuif, les élus communistes, partenaires et citoyens, partie prenante du Front de Gauche, appellent à se mobiliser dans les assemblées citoyennes.**

Une permanence se tient tous les mercredis de 18h30 à 20h dans la salle Maurice Cardin (Passage du Moûtier). Mail : Collectif.front2gauche.villejuif@gmail.fr

**Assemblée citoyenne**  
**Vendredi 23 mars à 19h**  
 à la MPT Jules Vallès  
**Pourquoi voter**  
**Jean-Luc Mélenchon ?**  
 Le programme du Front de Gauche « l'humain d'abord »

**Ce que propose le Front de Gauche pour rompre avec les politiques d'austérité**

**Répondre à l'urgence sociale :**

- augmenter le SMIC à 1700 euros bruts par mois
- rembourser à 100% les dépenses de santé
- rétablir le droit à la retraite à 60 ans
- interdire les expulsions locatives pour les personnes et les familles en difficulté économique ou sociale et bloquer les loyers
- titulariser les 800 000 précaires de la fonction publique

**Mettre les institutions au service du bien commun :**

- abroger la RGPP et créer massivement des emplois dans les secteurs les plus sinistrés de la fonction publique : enseignement, santé, justice, police
- créer un pôle public financier pour financer les investissements socialement utiles et soutenir les collectivités
- transformer les missions de la Banque Centrale Européenne pour lui permettre de prêter aux Etats à des taux bas et les sortir du piège de la dette

## Les élus du groupe Communiste, Partenaire et Citoyen de Villejuif

**Claudine Cordillot**, Maire de Villejuif  
**Philippe Le Bris**, 1<sup>er</sup> adjoint en charge de l'urbanisme, du patrimoine, des travaux, de la ville numérique, Lozait-Mermoz

**Sandra Da Silva-Pereira**, présidente du groupe, adjointe en charge de la démocratie participative, de la citoyenneté, de la tranquillité publique, Est  
**Valérie Moncourtois**, adjointe en charge de l'habitat, du cadre de vie, de la gestion urbaine de proximité, Vercors-8 Mai-Esselières

**Fayçal Arrouche**, adjoint en charge des finances, de l'évaluation des politiques publiques, de la politique de la ville, Centre

**Monique Stanciu**, adjointe en charge des politiques de santé, de l'hygiène, des projets scientifiques, Hautes Bruyères  
**Rabah Bahloul**, adjoint en charge du logement, de l'enfance, du sport, de la vie des quartiers, des initiatives festives, Lebon-Malon

**Franck Perillat-Bottonet**, adjoint en charge des ressources humaines, des affaires générales, des affaires juridiques, de la fonction informatique de la collectivité, Hautes Bruyères  
**Guillaume Bulcourt**, conseiller délégué à la vie étudiante et lycéenne, Lebon-Malon  
**Muriel Roger**, conseillère déléguée à la lutte contre les discriminations et pour l'accès aux droits, Lozait-Mermoz

**Alain Rouy**, conseiller délégué à la vie associative, aux relations internationales, à la culture de paix, Centre  
**Leïla Djahlat-Bunoux**, conseillère municipale, Ouest  
**Anne Leblanc**, conseillère municipale, Pasteur-Guipons  
**Josiane Rapon**, conseillère municipale, Lozait-Mermoz  
**Robert Le Priellec**, conseiller municipal, Pasteur-Guipons  
**Patrick Staat**, conseiller municipal, président de l'Office Public de l'Habitat de Villejuif  
**Sylvie Thévenot**, conseillère municipale, Lebon-Malon

Le blog des élus communistes, partenaires et citoyens : <http://communistes-citoyens-villejuif.elunet.fr> Nous contacter : [elus-com@ville-villejuif.fr](mailto:elus-com@ville-villejuif.fr)